



Élection fédérale 2011

ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

L'éducation postsecondaire est un investissement social et économique crucial pour le Canada. Elle est un important moteur de croissance économique et d'innovation et elle contribue à accroître l'égalité sociale et économique.

Nos établissements d'enseignement postsecondaire sont une source importante d'emplois stables et ont un rôle essentiel pour répondre à nos besoins de formation et de perfectionnement professionnel. Ils sont la source de recherches sociales et scientifiques fondamentales et utiles en plus d'être à la fine pointe des technologies vertes émergentes.

Ce qu'ont fait les conservateurs

Les conservateurs de Harper n'ont pas investi en éducation postsecondaire et leurs politiques ont eu pour effet de réduire l'accès et l'abordabilité.

Et parallèlement, le système d'éducation postsecondaire se privatise et se commercialise de plus en plus. Le sous-financement a consolidé les droits de scolarité et la dette des étudiants, la recherche parainée et dirigée par l'entreprise, l'impartition accrue des services et des emplois et le recours à une main-d'œuvre sous-payée et contractuelle. Les conséquences du sous-financement sont contraires à un système d'éducation publique fondé sur les principes d'accessibilité, d'abordabilité et d'égalité.

L'accent mis sur la science et la technologie, la commercialisation de la recherche et la corporatisation de nos campus, par l'augmentation du nombre de partenariats université/entreprise, de recherches financées par l'entreprise et de revenus provenant de brevets et de droits de propriété intellectuelle, sont une tendance menaçante qui compromet la qualité de notre système d'éducation publique.

Les faits

- Il manque plus de 410 M\$ aux transferts de fonds actuels en vertu du Transfert social canadien pour l'éducation postsecondaire pour ramener le financement (corrigé en fonction de l'inflation et de l'augmentation de la population) à son niveau de 1992-1993.
- Le sous-financement a entraîné la montée en flèche des droits de scolarité, l'augmentation de la taille des classes, la diminution des services et des ressources pour les étudiants et la détérioration de l'infrastructure. À cause du sous-financement, il y a moins d'employés à temps plein et permanents et un plus grand nombre d'employés à temps partiel, temporaires et occasionnels, ce qui nuit à la qualité des services en général.
- Depuis l'élection des conservateurs de Harper, les droits de scolarité ont augmenté de près de 20 pour cent et cette hausse est encore plus importante si on compte l'augmentation des frais

accessoires.

Ces frais montent en flèche à mesure que les universités transfèrent des coûts aux étudiants et à leurs familles.

- La dette étudiante est écrasante. Les étudiants devaient plus de 15 milliards de dollars au gouvernement fédéral en 2010. Des études ont démontré un lien entre la dette étudiante et un taux de diplomation inférieur. Il est plus difficile pour des étudiants de famille à faible revenu de terminer des études postsecondaires.
- Le soutien accordé aux étudiants autochtones est plafonné depuis quinze ans, ce qui correspond à une baisse réelle de financement quand on tient compte de la croissance de la population et de l'inflation.

De meilleurs choix

L'écrasante dette étudiante doit être éliminée en augmentant les bourses aux étudiants et en améliorant le financement de l'éducation postsecondaire tout en diminuant les droits de scolarité.

Il faut investir substantiellement pour soutenir les étudiants autochtones et améliorer leur accès à l'éducation postsecondaire.

Le gouvernement doit adopter une loi fédérale d'éducation postsecondaire s'inspirant des principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

Cette nouvelle loi devrait être assortie d'un transfert réservé à l'éducation postsecondaire, et les fonds serviraient à

- restaurer immédiatement le financement par personne au niveau de 1992.
- réduire sur trois ans les droits de scolarité à leur niveau de 1992.
- éliminer sur cinq ans l'entretien différé dans les collèges et les universités du Canada.

Un nouveau gouvernement doit effacer toutes les compressions (ajustées à l'inflation) imposées depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs de Harper à nos trois conseils de recherche subventionnaires fédéraux; et il devra répartir également et sans condition les fonds.

Un nouveau gouvernement doit éliminer toutes les mesures encourageant la privatisation et les partenariats publics-privés sur nos campus. Il doit s'engager à augmenter le financement public accordé à la recherche et au fonctionnement, à la construction et au renouvellement de l'infrastructure universitaire.

mf/sep491